

Manifeste pour un avenir commun

sans
nous
rien
ne va plus.

**Nous, les soussignées et soussignés,
nous constatons :**

que fuir son pays ou émigrer n'est pas nouveau, que depuis cent cinquante ans la Suisse est un pays d'immigration et qu'elle ne saura freiner celle-ci ni par un système de contingentement ni par la répression ;

que l'immigration contribue à instaurer une meilleure compréhension entre les cultures et offre la chance de fonder une société plus juste et plus pacifique – non seulement à l'échelle nationale, mais sur le plan international ;

que la Suisse ne peut en aucun cas se permettre de limiter l'immigration, car, sans elle, elle perdrait son économie florissante, sa sécurité sociale, sa richesse culturelle et sa prospérité ;

que si les immigrées n'étaient pas là pour se charger des travaux domestiques, l'intégration des femmes suisses sur le marché du travail ne serait pas possible ;

que la Suisse est pourtant en train de durcir le droit d'asile et d'introduire une loi sur les étrangers particulièrement sévère, soumettant ainsi notre vie privée et familiale à une surveillance policière toujours plus stricte.

Les réfugiés et immigrés des deux sexes ont déjà supporté jusqu'ici beaucoup d'humiliations dans ce pays ! Les multiples votations à caractère xénophobe les ont très profondément blessés. Des lois plus sévères ne freineront pas l'immigration, mais elles engendreront davantage de souffrance, favorisant le trafic des êtres humains et l'absence de droits, et conduiront à une forme moderne d'esclavage.

La migration est un des grands défis de l'avenir. Ce n'est qu'en coopérant et en utilisant toute la diversité de nos ressources que nous serons à même de relever ce défi et de créer les conditions d'un avenir décent pour tous.

Nous, les immigrés et réfugiés de Suisse, nous apportons sans cesse notre contribution sur le plan culturel, politique, social et économique. Mais que se passerait-il si nous cessions de le faire, ne serait-ce qu'un seul jour ? Les trains continueraient-ils de rouler, les poubelles d'être vidées, les machines de fonctionner ? Qui ferait les lits des chambres d'hôtel, servirait les repas, s'occuperait des clients ou des personnes nécessitant des soins ? Qui mènerait les recherches scientifiques, nettoierait rues et appartements, se produirait sur les scènes de théâtre ou jouerait sur les terrains de football ? Nous appelons tous les migrants à se mobiliser pour soutenir les revendications de ce manifeste, à se regrouper et à coopérer avec les organisations suisses progressistes. Nous avons notre mot à dire et ne manquerons pas d'appuyer nos propositions par des actions publiques. **Sans nous, rien ne va plus.**

Dons CP 30-13574-6, Solidarité sans frontières (Motif „Sans nous“).
Sans nous rien ne va plus. Neuengasse 8, 3011 Berne - tel. 031 311 07 70

soussignées
soussignés

19.12.2003

ACOR SOS Racisme
AMIKA – Arbeitsgruppe
Migration Integration Kommunikation
Antonio Hautle, Dir. Fastenopfer
AsF, Amitié sans frontières
Asylgruppe Schaffhausen
Basler Gewerkschaftsbund
BastA! Basel
Beratungsstelle Türkei, Basel
Berner Frauenhaus
C.E.D.R.I.
CASA, Centre de l'Alliance Suisse-Afrique
CCA Centre Culture Anatolie Lausanne
CCSI Genève et Fribourg,
Centre de Contact Suisse(sse)-Immigré(e)s
Centre social protestant – La Fraternité
CETIM Centre Europe – Tiers Monde
cfd – Christlicher Friedensdienst
Circolo Culturale Realtà Nuova
Circolo di Zurigo di Rifundazione Comunista
Collectif de soutien aux Sans-papiers de Genève
collectif sans-papiers, la côte
comedia-Migrationskommission /
Commission des migrations de comedia
Comité Jurassien de Soutien aux Sans Papiers
Comité sans-papiers Fribourg
Les communistes, Genève
CTSSL collectif des travailleuses/eurs sans statut légal de Genève
Democratici di Sinistra in Svizzera
DIDF Demokratik Isci Dernekleri Federasyonu
DJS-JDS, Demokratische Juristinnen und Juristen Schweiz /
Juristes Démocrates de Suisse
En quatre ans on prend racines
Erklärung von Bern, deutsche Schweiz
Europäisches BürgerInnenforum / Forum Civique Européen
FAMI Fachstelle Migration der Ref. Kirchen Bern-Jura-Solothurn /
Service Migration des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure
FCLIS Federazione Colonia Libere Italiane in Svizzera
FIZ Fraueninformationszentrum für Frauen aus Afrika,
Asien, Lateinamerika und Osteuropa
FIM-Schweiz Forum für die Integration der MigrantInnen /
Forum pour l'intégration des migrant(e)s
Flüchtlingsgruppe Dreifaltigkeit, Bern
Forum gegen Rassismus / Forum contre le racisme
Frauengruppe SAFT, Basel
Frauen-Nottelefon Winterthur
Frauenrat für Aussenpolitik
Freiplatzaktion für Asylsuchende Basel
Freundeskreis Cornelius Koch /
Cercle d'amis Cornelius Koch
GBI-Migration und Integration /
SIB-Migration et intégration /
SEI-Migrazione e integrazione
Gewerkschaft Erziehung Basel
Gewerkschaftsbund Baselland
Groupe de migration
du Syndicat SIB-Genève
Grüne / Les Verts / I Verdi
Grüne Stadt u. Kanton Zürich
HEKS-Komitee Bern /
EPER Comité Berne
IG Secondas

www.sansnous.ch

IGA Solothurn –
SOS Racisme

IGA Interprofessionelle
Gewerkschaft der
ArbeiterInnen, Basel

Interessengemeinschaft Binational

I-ÖDK, İsvicere Özgürlük ve
Dayanisma Kordinasyonu,
Koordination für Freiheit und Solidarität

isa, Informationsstelle für Ausländerinnen-
und Ausländerfragen, Bern

ITAL-UIL

JungsozialistInnen Schweiz /
Jeunesse Socialiste Suisse

Komitee Sans-Papiers Nordwestschweiz

KUTÜSCH
Kurdischer-Türkischer-Schweizerischer Kulturverein

l'autre syndicat, Nyon

Les Casse-rôles, collectif féministe lausannois

L'Italia dei Valori

MERS, Menschenrechte Schweiz /
Association suisse pour les droits de la personne

MigrantinnenRaum, Aargau

Netzwerk Secondo

Neue PdA, Basel

OeME (Oekumene, Mission und Entwicklungs-zusammenarbeit)
der Ref. Kirchen Bern-Jura-Solothurn /
Eglises réformées Berne-Jura-Soleure, Secteur OeTN-Migrations

Partei der Arbeit PdA / Parti suisse du Travail (PsT/POP)

PFG, Politische Frauengruppe St. Gallen

Plate-forme pour une table ronde sur les sans-papiers /
Plattform Runder Tisch zu den Sans-papiers

Reto Moritzi, Fachstellenleiter für fremdsprachige Kinder und
kulturelle Vielfalt

Rajo– Neue Hoffnung für Somalia

SAH Schweizerisches Arbeiterhilfswerk /
OSEO oeuvre suisse d'entraide ouvrière

Sankofa Plattform für Menschen Afrikanischen Erbes

Sans-Papiers-Kollektiv Bern

Scambio Fest der MigrantInnen und SchweizerInnen

Schweizerischer Friedensrat

SGA Sozialistisch Grüne Alternative

SGB-Migrationskommission /
USS Commission des migrations /
USS Commissione migrazione

SGK Stiftung Gertrud Kurz

SIT Syndicat interprofessionnel des travailleurs et travailleuses

SMUV-FTMH-FLMO

Solidaritätsnetz Region Basel

Solidaritätsnetz Sans-papiers Region Bern

Solidarité sans frontières

SOS Asile, Vaud

SP, Sozialdemokratische Partei Schweiz /
PS, Parti socialiste suisse /
Partito socialista svizzero

SP-Migration des Kantons Zürich

Toleranz95

Verein Integrationsnetz Zug

vpod schweiz / ssp suisse

Zürcher Freiplatzaktion

für Asylsuchende

soussignées

soussignés

Des droits politiques, pas seulement des devoirs

Tous les êtres humains doivent pouvoir prendre part aux décisions politiques à leur lieu de domicile et d'imposition, et ce indépendamment des nationalités qu'ils ont acquises, que ce soit par naissance ou naturalisation. La dignité humaine, les droits de l'homme et les droits politiques sont indivisibles et s'appliqueront donc à tout être humain en Suisse. Là où règne l'égalité, une police spéciale pour les étrangers est superflue.

Des lois basées sur les droits de la personne

Plutôt qu'être marquées par la répression et la dissuasion, les lois s'inspireront de principes humanitaires, d'un esprit de respect et de solidarité, ainsi que des obligations du droit international.

- Il n'y aura plus de discrimination entre ressortissants de l'UE et non ressortissants. Les différentes catégories de migrants, auxquelles sont associés des droits différents, seront abolies.
- Il faut instaurer un droit d'asile qui, au lieu d'être axé sur la dissuasion, porte assistance à ceux qui en ont besoin et reconnaisse à tous les requérants d'asile le droit de vivre dans la dignité et la sécurité.
- Les autorisations de séjour seront octroyées indépendamment des objectifs du séjour ou des emplois.
 - Les sans-papiers doivent obtenir une régularisation collective.

Travail et rémunération équitables

Les immigrées et immigrés ne seront plus désavantagés dans le travail, que ce soit dans la recherche d'emploi, le salaire, les possibilités de perfectionnement ou de promotion ou les conditions de travail. Les conventions collectives de travail les protégeront tous de la sous-enchère salariale. Leur droit à la mobilité et le libre choix d'une profession et d'un employeur leur seront garantis.

Égalité des chances pour tous les enfants

Le plurilinguisme des enfants de migrants et de réfugiés est une importante ressource économique et culturelle, pour autant qu'on en reconnaisse la valeur et qu'on le favorise. L'école doit relever ce défi et mettre fin à toute discrimination basée sur l'origine géographique et sociale des enfants.

La migration n'est pas une fatalité

La Suisse doit ratifier au plus vite la Convention de l'ONU sur les droits des migrants, la Charte sociale européenne ainsi que d'autres conventions internationales importantes. Elle renforcera son programme d'aide au développement et à la coopération. Rappelons que les versements des immigrés à destination de leurs pays d'origine dépassent aujourd'hui de loin les contributions de la Suisse à l'aide au développement.

Les mouvements migratoires s'intensifient au fur à mesure qu'augmentent les inégalités politiques, sociales et économiques, il s'agit de lutter pour un monde dans lequel tous les êtres humains peuvent vivre librement et dans la dignité.

Plus besoin alors de parler de l'immigration : car si nombre d'hommes et de femmes aiment parcourir le monde, seule une minorité d'entre eux s'installent volontairement à l'étranger leur vie durant.

www.sansnous.ch

sans
nous
rien
ne va plus.

Si nous, les immigrées et immigrés, habitons tous dans le même canton

La nouvelle constitution suisse garantit l'égalité des droits pour tous :

« Nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de sa race, de son sexe, de son âge, de sa langue, de sa situation sociale, de son mode de vie, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ni du fait d'une déficience corporelle, mentale ou psychique. » (article 8, alinéa 2) Pourtant un million et demi d'habitants de la Suisse sont discriminés du fait de leur origine : nous, les immigrées et immigrés.

Ce que l'écrivain suisse Max Frisch a écrit en 1965 est toujours valable : « Un petit peuple de seigneurs se voit menacé : on avait fait appel à de la main-d'oeuvre, et ce sont des hommes qui sont arrivés. » Le mouvement d'indépendance américain a inspiré un principe célèbre, encore inconnu en Suisse jusqu'à nos jours : « Pas de taxation sans représentation ». Quiconque paie des impôts doit être autorisé à participer aux décisions politiques qui le concernent. Nous, les immigrées et immigrés, nous payons 15 milliards d'impôts et déboursions 6 milliards pour les assurances sociales.

Mais nous n'avons pas le droit d'intervenir.

Si les immigrés et réfugiés de Suisse formaient un canton, ce serait le plus grand du pays. Nous serions représentés à Berne par 2 conseillers aux États, par 46 conseillers nationaux et par un membre du Conseil fédéral.

Nous sommes certains qu'aucun canton n'apporterait dans les débats des connaissances plus diversifiées et davantage d'expériences de la vie que le nôtre.